Nations Unies CCPR/SP/97

Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
5 avril 2024
Français
Original : anglais

Réunion des États parties
Quarantième réunion
New York, 29 mai 2024
Point 5 de l'ordre du jour provisoire
Élection, conformément aux articles 28 à 32 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de neuf membres du Comité des droits de l'homme, en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2024

Élection de neuf membres du Comité des droits de l'homme, en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2024

Note du Secrétaire général*

1. En application des articles 28 à 32 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la quarantième Réunion des États parties au Pacte se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 29 mai 2024 afin d'élire neuf membres du Comité des droits de l'homme à partir d'une liste de candidats désignés par les États parties (sect. II), en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2024 (sect. I).

I. Membres du Comité dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2024

Nom	*Pays*
M^me^ Tania María **Abdo Rocholl**[a]	Paraguay
M^me^ Wafaa Ashraf Moharram **Bassim**[a]	Égypte
M. Mahjoub **El Haiba**[a]	Maroc
M. Carlos **Gómez Martínez**	Espagne
M^me^ Marcia V. J. **Kran**	Canada
M. José Manuel **Santos Pais**	Portugal
M. **Soh** Changrok[a]	République de Corée
M^me^ Kobauyah **Tchamdja Kpatcha**[a]	Togo
M. Imeru Tamerat **Yigezu**[a]	Éthiopie

[a] Membre rééligible conformément au Règlement intérieur du Comité.

* La version originale du présent rapport a été soumise aux services de conférences après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.

Merci de recycler

II. Liste des candidats désignés par les États parties

2. Conformément au paragraphe 2 de l'article 30 du Pacte, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 24 novembre 2023, a invité les États parties à désigner, en application de l'article 29 du Pacte, les candidats qu'ils proposent à l'élection de neuf membres du Comité, au plus tard le 15 mars 2024. Toutes les notices biographiques reçues au 15 mars 2024 figurent dans le présent document (voir annexe). Les candidatures reçues après cette date seront publiées sous la forme d'un additif au présent document.

3. Conformément au paragraphe 3 de l'article 30 du Pacte, on trouvera ci-dessous la liste alphabétique des candidats présentés à l'élection, avec mention des États parties qui les ont présentés.

Candidat	*Désigné par*
M^me^ Tania María **Abdo Rocholl**	Paraguay
M^me^ Wafaa Ashraf Moharram **Bassim**	Égypte
M. Zirignon Constant **Delbe**	Côte d'Ivoire
M^me^ Suchitra **Durai**	Inde
M. Mahjoub **El Haiba**	Maroc
M. Carlos Ramón **Fernández Liesa**	Espagne
M. Konstantin **Korkelia**	Géorgie
M^me^ Dalia **Leinartė**	Lituanie
M. Bongani **Majola**	Afrique du Sud
M. Pacifique **Manirakiza**	Burundi
M. Jean-Paul **Nguimout**	Cameroun
M. Akmal Kholmatovich **Saidov**	Ouzbékistan
M. Ivan **Šimonović**	Croatie
M. **Soh** Changrok	République de Corée
M^me^ Biljana **Tanurovska-Kjulavkovski**	Macédoine du Nord
M^me^ Kobauyah **Tchamdja Kpatcha**	Togo
M. Imeru Tamerat **Yigezu**	Éthiopie

Annexe

Notices biographiques*

Tania María Abdo Rocholl (Paraguay)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 16 novembre 1978, Asunción (Paraguay)

Langues de travail : espagnol et anglais

Situation/fonction actuelle

Présidente du Comité des droits de l'homme de l'ONU

Ancienne vice-présidente du Comité des droits de l'homme de l'ONU

Ancienne rapporteuse du Comité des droits de l'homme de l'ONU chargée de la question des représailles

Ancienne coordinatrice du Comité des droits de l'homme de l'ONU pour le système interaméricain des droits de l'homme

Principales activités professionnelles

Chargée de cours, programmes de master en sciences juridiques et droits de l'homme, Université de Columbia (Paraguay)

Chargée de cours, programme des droits de l'homme, Institut technique législatif supérieur (ITSL)

Directrice générale des études au Centre de formation du Bureau du défenseur public du Paraguay (actuellement)

Directrice générale de l'Institut supérieur de défense publique (actuellement)

Membre de la Commission du droit humanitaire de l'Académie diplomatique italienne

Directrice et membre du comité de rédaction de la revue *Defensa y Derechos* du MDP (actuellement)

Études

Maîtrise en droit de la famille ; diplôme de troisième cycle en droit civil (nullité, séparation et divorce) ; diplôme de troisième cycle en droit de l'enfance, protection des personnes et adoption, Faculté de droit de l'Université de Barcelone (Espagne)

Maîtrise internationale en droit, économie et gestion, Université de Limoges (France)

Diplôme international de spécialisation en droits économiques, sociaux et culturels, sécurité alimentaire et politiques publiques de lutte contre la faim, Institut international et Fondation Henry Dunant (France)

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Élaboration et mise en œuvre de politiques publiques : membre de l'équipe chargée de concevoir des indicateurs relatifs à l'accès à la justice pour le Paraguay. Membre de l'équipe chargée d'élaborer et de mettre en place le système de suivi des recommandations relatives aux droits de l'homme adressées au Paraguay par les instances internationales (SIMORE)

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition. Les curriculum vitae complets des candidats, tels que les ont soumis les États parties concernés, sont disponibles sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à l'adresse https://www.ohchr.org/en/events/events/2024/40th-meeting-states-parties-2024-elections.

Coordination des travaux d'équipes, mise en œuvre et réglementation : Programme « Género en Prisión » pour les mères et les enfants ; projet en faveur des personnes privées de liberté visant à la tenue des audiences par visioconférence ; modernisation des foyers d'accueil

Élaboration de règlements : gestion des grèves de la faim ; stages universitaires dans des foyers d'accueil et des centres de privation de liberté ; accès à la justice des enfants et adolescents incarcérés

Élaboration de projets de loi : projet de loi relatif à la protection des enfants et des adolescents contre les châtiments corporels et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants ; modification de la loi relative à la traite des personnes

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

« Código del Trabajo de la República del Paraguay. Rubricado y concordado con normas internacionales del trabajo y otros instrumentos internacionales » (coautrice, OIT, 2018)

« Guía Tripartita e Interinstitucional de intervención en casos de trabajo forzoso » (OIT, 2017)

« Formalización de la economía informal » ; « Sistema de intermediación laboral » ; « Sistema de capacitación laboral » ; « Entorno favorable para la reactivación de la economía y la producción » (coautrice, FEPRINCO et ACT/EMP − OIT, 2015)

Wafaa Ashraf Moharram Bassim (Égypte)

Date et lieu de naissance : 21 novembre 1955, Le Caire (Égypte)

Langues de travail : Excellente maîtrise de l'arabe, de l'anglais et du français, très bonne maîtrise de l'italien

Situation/fonction actuelle

Membre du Comité des droits de l'homme depuis 2021

Principales activités professionnelles

2014-2016 : Ambassadrice de la République d'arabe d'Égypte auprès du Saint-Siège

2012-2013 : Ambassadrice, Représentante permanente de l'Égypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, de l'Organisation mondiale du commerce et des autres organisations internationales à Genève

2005-2012 : Vice-Ministre des Affaires étrangères et chef du Cabinet du Ministre des affaires étrangères, j'ai été le témoin de différentes transformations, tant en matière de fonctionnement que sur le plan stratégique, avec notamment la création du Conseil des droits de l'homme en 2006 et les débats qui ont précédé, ainsi que la révision du statut, des activités et du fonctionnement du Conseil

2001-2005 : Ambassadrice en Roumanie et Ambassadrice non-résidente en République de Moldova

1999-2001 : Vice-Ministre adjointe pour les Affaires européennes, négociatrice en chef du cadre général de coopération entre l'Égypte et l'Union européenne établi par l'accord d'association, notamment concernant les questions relatives aux droits de l'homme

Études

Licence en sciences politiques et relations internationales, Université du Caire, 1977. Certificat d'études diplomatiques, Institut diplomatique, Ministère des affaires étrangères, Le Caire, 1978. Certificat de formation au titre de la bourse des Nations Unies pour le désarmement et le contrôle des armements, New York, 1980. Diplôme en droit international et relations internationales, IHEID, Genève, 1984

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

J'ai consacré ma vie professionnelle à l'étude et à la pratique des droits de l'homme. Ayant longtemps été Ambassadrice ainsi que Représentante de l'Égypte auprès de l'ONU, après avoir été vice-ministre adjointe pour les Affaires européennes au Ministère des affaires étrangères − fonction qui m'a valu d'être négociatrice en chef du cadre général de coopération entre l'Égypte et l'Union européenne établi par l'accord d'association, notamment concernant les questions liées aux droits de l'homme −, j'ai pu étudier les normes et instruments relatifs à ces droits et en acquérir une compréhension. J'ai suivi de près les travaux de la Commission des droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme ; au niveau national, j'ai exercé les fonctions de ministre adjointe principale puis de chef du Cabinet du Ministre, ce qui m'a permis de me faire une idée d'ensemble des droits civils et politiques et de leurs liens avec les autres droits de l'homme, de leurs composantes et des priorités sectorielles qui en découlent, ainsi que des différents obstacles qui entravent la réalisation de l'ensemble des droits de l'homme.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Durant ma longue carrière diplomatique de représentante officielle de mon pays, j'ai assuré la rédaction et la supervision d'un grand nombre de rapports relatifs aux droits de l'homme, les plus récents étant les rapports de la commission des affaires étrangères du Conseil national des femmes sur la violence fondée sur le genre, ainsi que l'enquête relative au coût économique de cette violence en Égypte, contenue dans un rapport d'évaluation au PNUD sur les activités du Centre international du Caire pour la résolution des conflits, le maintien et la consolidation de la paix.

Zirignon Constant Delbe (Côte d'Ivoire)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 6 octobre 1968, Gagnoa (Côte d'Ivoire)

Langues de travail : français et anglais

Situation/fonction actuelle

Magistrat au grade le plus élevé, je suis actuellement Directeur pour les droits de l'homme au Ministère de la justice et des droits de l'homme. Je dirige aussi le Comité interministériel pour le suivi et la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et le Comité pour la protection des défenseurs des droits de l'homme. Je suis également membre du Conseil de l'autorité nationale de régulation des marchés publics.

Principales activités professionnelles

En ma qualité de Directeur pour les droits de l'homme, mes principales activités consistent à promouvoir et protéger les droits de l'homme, à veiller au respect des lois et réglementations ainsi que des obligations internationales de la Côte d'Ivoire dans ce domaine et à examiner les projets d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. À cet égard, je contribue à l'établissement des rapports destinés aux organes conventionnels et à l'application des recommandations adressées à la Côte d'Ivoire par ces organes ainsi que dans le cadre de l'Examen périodique universel, et par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et par les groupes de travail. Je m'occupe aussi de formation et de sensibilisation aux droits de l'homme.

Études

Je suis titulaire d'un diplôme interuniversitaire d'études spécialisées en droit international des droits de l'homme (*magna cum laude*) de l'Université catholique de Louvain (Belgique), obtenu en 2004, d'un diplôme d'études supérieures de l'École nationale d'administration (section Magistrature) obtenu en 1995, et d'une maîtrise en droit de l'Université nationale d'Abidjan, obtenue en 1992.

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Je participe à l'élaboration des réformes visant à mettre en conformité la législation nationale avec les instruments internationaux en matière de droits de l'homme. Je participe également au processus d'adhésion de la Côte d'Ivoire aux traités relatifs aux droits de l'homme. Je coordonne actuellement les consultations sur l'élaboration du rapport national de la Côte d'Ivoire pour le quatrième cycle de l'Examen périodique universel. J'ai représenté la Côte d'Ivoire pour la présentation de son rapport périodique à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples en octobre 2020, ainsi qu'à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples en 2019 et 2020. J'ai exercé les fonctions d'expert à la Commission nationale des droits de l'homme de la Côte d'Ivoire pendant cinq ans et enseigné le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire pendant plus de quinze ans.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

« Les mécanismes de protection des droits de l'homme », Abidjan, 2021 ; « Le droit des femmes à un égal accès au foncier rural », Abidjan, 2019 ; « L'application de la jurisprudence des juridictions internationales de protection des droits de l'homme par les juridictions nationales », Abidjan, 2008.

Suchitra Durai (Inde)

Date et lieu de naissance : 13 septembre 1962 (Inde)

Langues de travail : anglais, espagnol et hindi. Langues parlées : tamoul. Notions d'allemand

Situation/fonction actuelle

Retraitée du service diplomatique indien (promotion 1988) depuis le 30 septembre 2022 en tant qu'ambassadeur de premier grade (rang de secrétaire permanent). Ambassadrice d'Inde en Thaïlande et Représentante permanente de l'Inde à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), à Bangkok, de novembre 2018 à septembre 2022. Auparavant, Haute-Commissaire de l'Inde au Kenya, Ambassadrice d'Inde en Somalie (parallèlement) et Représentante permanente de l'Inde auprès d'ONU-Habitat, du PNUE et des bureaux des Nations Unies à Nairobi (d'octobre 2015 à octobre 2018). Également Ambassadrice en Érythrée (parallèlement) en 2016.

Principales activités professionnelles

Ambassadrice d'Inde/Haute-Commissaire de l'Inde en Thaïlande, au Kenya, en Somalie et en Érythrée et Représentante permanente de l'Inde auprès de plusieurs organismes des Nations Unies, notamment du PNUE, d'ONU- Habitat et de la CESAP, 2015-2022

Cosecrétaire (directrice générale) au Ministère indien des affaires extérieures pour Sri Lanka, les Maldives et la région de l'océan Indien

Directrice générale des affaires consulaires responsable de la politique des visas, de la protection des ressortissants indiens à l'étranger et des passeports officiels et diplomatiques, 2012-2015

Directrice adjointe de la division chargée du Bangladesh, de Sri Lanka, du Myanmar et des Maldives, 2007

Directrice du Centre culturel indien du Caire (Égypte), 2009-2012

Gouverneure suppléante pour l'Inde à l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne et chef de la section des relations extérieures du Département de l'énergie atomique, Mumbai (Inde), 1998-2006

Responsable pour le désarmement et responsable pour l'Europe occidentale au Ministère des affaires extérieures, 1992-1996

Premier secrétaire (politique, presse et affaires consulaires) à l'ambassade d'Inde à Buenos Aires et troisième/deuxième secrétaire (affaires commerciales) à l'ambassade d'Inde à Madrid

Études

Licence en littérature anglaise (1982) − Université de Madras

Maîtrise en littérature anglaise (1985) − Université de Madras

M. Phil (études de défense) (2008) − Université de Madras. Ancienne élève du National Defence College, New Delhi (2008)

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Trente-quatre ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'action multilatérale à l'ONU.

En tant que responsable, j'ai participé aux réunions de l'ONU à New York et Genève, ainsi qu'aux réunions de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à La Haye.

En tant que conseillère, j'ai représenté l'Inde pendant quatre ans à l'Agence internationale de l'énergie atomique.

En tant qu'ambassadrice, j'ai représenté l'Inde aux réunions du PNUE, d'ONU-Habitat et de la CESAP. J'ai été rapporteuse, collaboratrice de la présidence et présidente de nombreuses sessions de ces organismes.

J'ai travaillé étroitement pendant sept ans sur les objectifs de développement durable de l'ONU, notamment sur les questions des droits de l'homme, en tant que représentante permanente de l'Inde auprès de plusieurs organismes des Nations Unies.

J'ai également travaillé sur les droits politiques, les droits de l'homme et les affaires humanitaires ainsi que sur le renforcement des capacités en tant que Haute-Commissaire au Kenya et Ambassadrice en Somalie et en Érythrée.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Articles/tribunes sur l'Inde et les Nations Unies dans des quotidiens de Nairobi (*The Standard*, *The Star*) et de Bangkok (*Bangkok-Post*).

Mahjoub El Haiba (Maroc)

Date et lieu de naissance : 15 décembre 1956 (Maroc)

Langues de travail : arabe, français et anglais

Situation/fonction actuelle

Depuis 1983 : professeur à l'Université Hassan II, à Casablanca, et chargé de cours à la faculté de droit de l'Université Mohammed V, à Rabat

Consultant (droits de l'homme, justice transitionnelle, droit de l'environnement et droit de l'eau)

Membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU

Principales activités professionnelles

Depuis juillet 2019 : membre du Conseil national des droits de l'homme

2011-2018 : premier délégué interministériel aux droits de l'homme

Ancien membre du Conseil supérieur pour les études, la formation et la recherche scientifique

2002-2011 : membre et secrétaire général du Conseil consultatif des droits de l'homme

2004-2005 : membre de la commission Équité et Réconciliation

Ancien président du jury du prix arabe pour l'environnement de la Ligue des États arabes

Ancien président du jury du prix Hassan II pour l'environnement

Membre fondateur de l'Organisation marocaine pour les droits de l'homme

Fondateur du Réseau arabe sur l'environnement et le développement

Membre fondateur de la Société marocaine pour le droit de l'environnement

Études

1994 : doctorat d'État en droit public et sciences politiques, Université Hassan II, Casablanca

1984 : diplôme de l'Académie de droit international de La Haye

1982 : diplôme d'études supérieures en droit public (doctorat de troisième cycle), Université Hassan II, Casablanca

1980 : Certificat d'études supérieures en relations internationales, Université Hassan II, Casablanca

1979 : Certificat d'études supérieures en sciences politiques générales, Université Hassan II, Casablanca

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

2011-2017 : Coordination de l'élaboration des rapports périodiques soumis par le Maroc aux organes conventionnels et présidence des délégations gouvernementales participant au dialogue avec ces organes

2008-2010 : Coordination du comité de pilotage du plan national d'action sur les droits de l'homme et la démocratie

Corédacteur du rapport de la commission Équité et Réconciliation

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Behnassi M., Gupta H., El Haiba M., Gopichandran R. (eds.), Social-Ecological Systems in the Era of Risks and Insecurity − Pathways to Viability and Resilience, Springer International Publishing, Suisse, 2021, https://doi.org/10.1007/978-3-030-76247-6

Behnassi M., Baig B.M., El Haiba M., and Reed R.M. (eds.), Emerging Challenges to Food Production and Security in Asia, Middle East, and Africa – Climate Risks and Resource Scarcity, Springer International Publishing, Suisse, 2021, https://doi.org/10.1007/978-3-030-72987-5

Behnassi, M., El Haiba, M. (2022). Implications of the Russia–Ukraine War for Global Food Security. Nature Human Behaviour, https://doi.org/10.1038/s41562-022-01391-x

Behnassi M. and El Haiba M. (2023), « Environmental Law and Governance in Morocco: Frameworks, Performance, and Challenges », in Wang Shuyi (ed.), Foreign Environmental Law, Presse chinoise de sciences sociales (en chinois)

Carlos Ramón Fernández Liesa (Espagne)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 30 octobre 1964, Saragosse (Espagne)

Langues de travail : espagnol (langue maternelle), français (courant) et anglais (niveau intermédiaire)

Situation/fonction actuelle

Professeur de droit international public à l'Université Carlos III, Madrid (2005). Directeur du programme de développement durable et des droits de l'homme (Journal officiel, 3/XII/2021). Directeur de la revue *Tiempo de Paz* du Movimiento por la Paz, el Desarme y la Libertad (depuis 2015). Directeur de l'*Iberoamerican Electronic Journal* (depuis 2007, Scopus). Délégué avec le rang de doyen au Centro Universitario de la Guardia Civil, affilié à l'Université Carlos III

Principales activités professionnelles

Académicien titulaire de l'Académie royale de jurisprudence et de législation d'Aragon et vice-président de la section de droit international de l'Académie royale de jurisprudence et de législation espagnole. Ancien secrétaire général du département de droit international et directeur adjoint, directeur et secrétaire de l'Institut d'études internationales Francisco de Vitoria. En ma qualité de professeur et chercheur à plein temps, j'ai dirigé une équipe de recherche qui a lancé d'importants projets dans les domaines des droits de l'homme, de la coopération internationale, du développement durable, des institutions internationales et du droit international. En tant que directeur du master en action de solidarité internationale (25 éditions) et du diplôme d'expert en droits des peuples autochtones et droits de l'homme (20 éditions), j'ai été professeur invité dans plusieurs centres de renommée internationale. Je travaille avec la société civile et les entités publiques sur des questions relatives aux droits de l'homme.

Études

Licence en droit et diplôme de l'École de pratique juridique de l'Université de Saragosse (1987). Maîtrise en études internationales supérieures et diplôme en études européennes (major de promotion) à l'Institut européen des hautes études internationales (1988). Doctorat en droit (*summa cum laude*) Université Carlos III de Madrid (1992). Diplôme du Centre de recherche de l'Académie de droit international de La Haye (1995).

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

En tant que professeur de systèmes internationaux de protection des droits de l'homme dans plusieurs programmes de troisième cycle, j'ai été vice-président de la Fondation Peces-Barba pour les droits de l'homme (2016-2024), membre de la commission d'éthique du Comité olympique espagnol (2007-2013) et coordinateur d'une encyclopédie des droits de l'homme publiée par Dykinson (24 volumes) et du Forum des droits de l'homme établi conjointement par l'Université Carlos III et le Conseil général de la magistrature pour la formation des juges (depuis 2017). En tant qu'expert du mécanisme de Moscou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (2022-2028), j'ai dirigé le programme Villarroel de droit international humanitaire et de droit international des droits de l'homme ainsi que le programme Concepción Arenal du Ministère du travail, et j'ai contribué en tant que chercheur au programme de réduction de la pauvreté mis en place par le Fonds pour les objectifs de développement durable.

Je suis membre du conseil scientifique de l'Institut Peces-Barba et des revues *Droits et Libertés* et *Entreprises et droits de l'homme* (Colex).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

J'ai publié de nombreux ouvrages et articles scientifiques, dont les plus récents sont notamment : « El sistema universal de derechos humanos: teoría y realidad », discours inaugural à l'Académie royale de jurisprudence et de législation d'Aragon, Saragosse, 2021 ; « Questions on theory of law in international human rights law », *The Age of Human Rights Journal*, No. 15, 2020 ; *El Derecho internacional de los derechos humanos en perspectiva histórica* (*International Human Rights Law from a Historical Perspective*), Thomson Reuters, 2013, 576 pp.

Konstantin Korkelia (Géorgie)

Date et lieu de naissance : 11 avril 1974, Tbilissi (Géorgie)

Langues de travail : anglais, russe, français ; géorgien (langue maternelle)

Situation/fonction actuelle

Professeur de droit international des droits de l'homme, faculté de droit de l'Université d'État de Tbilissi (Géorgie), depuis 2005

Principales activités professionnelles

Représentant permanent de la Géorgie auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg (France), 2013-2017

Membre du conseil d'administration de la Banque de développement du Conseil de l'Europe, Paris (France), 2013-2017

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Géorgie en République de Lettonie (Lettonie), 2007-2013

Secrétaire adjoint du Conseil national de sécurité de la Géorgie, Tbilissi (Géorgie), 2005

Premier vice-ministre de la justice de la Géorgie, 2005-2007

Membre de la Commission gouvernementale sur la réforme juridique en Géorgie, 2006-2007

Chef du département du droit international et européen, Institut d'État et de droit, Académie des sciences de Géorgie, Tbilissi (Géorgie), 2005-2006

Représentant général de la Géorgie auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, Ministère de la justice (Géorgie), 2000-2002

Études

Doctorat en sciences juridiques, faculté de droit international et de relations internationales, Université d'État de Tbilissi (Géorgie), 2000-2003

Maîtrise en droit public international (*cum laude*), faculté de droit, Université de Leyde, Leyde (Pays-Bas), 1999-2000

Docteur en droit, faculté de droit international et de relations internationales, Université d'État de Tbilissi (Géorgie), 1998-1999

Diplôme en droit (avec mention), faculté de droit, Université d'État de Tbilissi (Géorgie), 1991-1997

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Expert pour l'élaboration du plan d'action national conformément aux obligations internationales de la Géorgie en matière de droits de l'homme, PNUD, 2023

Expert pour l'élaboration de la stratégie nationale et du plan d'action national sur l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, Conseil de l'Europe, 2022

Expert principal chargé de l'élaboration de la stratégie nationale pour la protection des droits de l'homme en Géorgie (2021-2030), partie explicative, PNUD, octobre 2021

Expert pour l'élaboration du module sur l'article 2 (droit à la vie) et l'article 3 (interdiction de la torture) de la CEDH, HCDH, mars 2021

Expert pour la réponse de la Géorgie face à la pandémie de COVID-19 dans le contexte des droits de l'homme : leçons apprises et recommandations pour l'avenir, HCDH, 2020.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Effective Protection of Human Rights: International and National Experience, K. Korkelia (editor), 2022

Human Rights Restrictions in Georgia during the COVID-19 Pandemic: Lessons Learned and Recommendations, 2021

Protection of Human Rights and State Obligations, K. Korkelia (editor), 2019

The Right to Private and Family life and State Obligations, coécrit avec B. Bokhashvili, 2017

National and International Mechanisms for Protection of Human Rights, K. Korkelia (editor), 2016

Human Rights and Rule of Law, K. Korkelia (editor), 2013.

Dalia Leinartė (Lituanie)

Date et lieu de naissance : 25 octobre 1958, Trakai (Lituanie)

Langues de travail : anglais, russe

Situation/fonction actuelle

Professeure à la faculté des sciences politiques et de la diplomatie de l'Université Vytautas Magnus (Lituanie)

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU et rapporteuse du Comité pour la question des représailles

Fellow Commoner au Lucy Cavendish College, Université de Cambridge

Principales activités professionnelles

Ancienne présidente (2017-2018) et vice-présidente (2015-2016) du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU ; présidente du groupe de travail du Comité chargé de la rédaction de la recommandation générale n° 38 (2020) sur la traite des femmes et des filles dans le contexte des migrations internationales ; professeure au Centre de recherche Andrei Sakharov pour le progrès démocratique, Université Vytautas Magnus (2017-2019) ; membre du Comité consultatif du Conseil de recherche en arts et sciences humaines, programme de formation doctorale, Université de Cambridge (2014-2017) ; professeure invitée à l'Université d'État d'Idaho (États-Unis d'Amérique) (2005-2008) ; Directrice du Centre d'études sur le genre, Université de Vilnius (2000-2017).

Études

Habilitation en histoire, Université de Vilnius

Chercheuse à l'American Association of University Women (AAUW), Université d'État d'Idaho

Chercheuse postdoctorale dans le cadre du programme Fulbright, Université d'État de New York

Doctorat en histoire, Université Vytautas Magnus de Vilnius

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Point focal du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes responsable de la coordination avec le Comité des droits de l'homme et d'autres mécanismes de protection des droits de l'homme, depuis 2022 ; point focal du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes pour l'examen de 2020 sur la réforme du système des organes conventionnels de l'ONU, 2018-2020 ; membre du groupe de travail sur les enquêtes au titre du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, depuis 2023, et en 2017-2018 ; membre du groupe de travail sur les communications au titre dudit Protocole facultatif, 2015-2016 et 2019-2020 ; membre du groupe consultatif de l'OSCE sur la lutte contre la traite des êtres humains, depuis 2019.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Rapporteuse sur les lignes directrices concernant la recommandation générale n° 38 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 2023

https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/cedaw/guidelines-cedaw-gr38.pdf

Family and the State in Soviet Lithuania. Gender, Law and Society. London: Bloomsbury Academic, 2021

Women's Experiences of Repression in the Soviet Union and Eastern Europe (Coautrice). London: Routledge, 2017

Bongani Majola (Afrique du Sud)

Date de naissance : 9 mai 1952

Langues de travail : anglais, zoulou, kiswahili

Situation/fonction actuelle

Jusqu'au 31 décembre 2023, président et membre de la Commission des droits de l'homme de l'Afrique du Sud

Principales activités professionnelles

En tant que membre de la Commission, j'ai encouragé le respect des droits de l'homme ainsi qu'une culture des droits de l'homme ; j'ai favorisé la protection des droits de l'homme et assuré le suivi et l'évaluation du respect des droits de l'homme. J'ai notamment traité des plaintes pour violation de droits de l'homme déposées par des individus et veillé à ce que les plaignants obtiennent réparation. J'ai collaboré avec les services gouvernementaux aux niveaux national et provincial ; j'ai tenu plusieurs audiences d'enquête sur des violations systématiques des droits de l'homme, adopté des constatations et recommandé au gouvernement des mesures correctives ; j'ai associé la société civile, les services gouvernementaux et les entreprises à la promotion des droits de l'homme ; je me suis rendu dans les provinces pour contrôler et évaluer la situation des droits de l'homme au regard des dispositions de la Charte des droits ; j'ai fait appel aux tribunaux pour protéger les droits de l'homme et j'ai collaboré avec des organismes internationaux dans la promotion des droits de l'homme.

Études

Maîtrise en droit, Harvard Law School (États-Unis d'Amérique)

Licence en droit, Université du Zululand (Afrique du Sud)

Diplôme de deuxième cycle en droit, Université du Zululand (Afrique du Sud)

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

De 2003 à 2015, j'ai participé, en tant que membre du ministère public, aux enquêtes et poursuites menées pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans le cadre du génocide de 1994 au Rwanda. J'ai ainsi facilité la répression d'actes ayant porté atteinte à des droits civils et politiques tels que le droit à la vie, le droit à l'intégrité physique et les droits à la liberté d'expression, de religion et de conscience. De 1982 à 1996, j'ai enseigné le droit et les droits de l'homme dans diverses universités sud-africaines, en particulier la procédure pénale et le droit constitutionnel. De 1994 à 1996, j'ai été l'un des conseillers juridiques de l'Assemblée constitutionnelle pour la rédaction de l'actuelle Constitution de l'Afrique du Sud (1996).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Aucune publication récente.

Pacifique Manirakiza (Burundi)

Date et lieu de naissance : 27 janvier 1967, Gitega (Burundi)

Langues de travail : français et anglais

Situation/fonction actuelle

Professeur associé à la faculté de droit (Section de common law) de l'Université d'Ottawa (Canada)

Coprésident de l'International Law Group, Université d'Ottawa

Principales activités professionnelles

2024 : Chargé de cours à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (France)

Depuis 2004 : professeur de droit, Université d'Ottawa (Section de common law)

2014-2015 : membre de la Commission d'enquête de l'Union africaine sur les violations des droits de l'homme au Soudan du Sud, présidée par le Président Obasanjo

2011-2015 : membre de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

2011-2015 : président du Groupe de travail africain sur les industries extractives et les droits de l'homme

2011 : professeur invité dans plusieurs universités africaines, à l'Université Martin Luther King et à l'Université Espoir d'Afrique de Bujumbura (Burundi)

2001 : assistant juridique à la Law Society of Upper Canada − Equity Initiatives

1999 : juriste stagiaire au Tribunal pénal international pour le Rwanda

1995-1996 : professeur assistant de droit à la faculté de droit de l'Université du Burundi

1993-1995 : procureur adjoint pour les provinces du Rutana et du Ngozi, Ministère de la justice

Études

1999–2003 : doctorat de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa

1995 : certificat d'aptitude à l'enseignement et à la recherche universitaire en droit des droits de l'homme, Centre international pour l'enseignement et la recherche sur le droit des droits de l'homme à l'université, Strasbourg (France)

1988-1993 : licence en droit (avec distinction), faculté de droit de l'Université du Burundi

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Enquêtes et décisions sur des cas de violation des droits de l'homme :

- Missions d'enquête sur des violations des droits de l'homme dans différents pays africains, notamment au Soudan du Sud, au Kenya, en Tanzanie, en Zambie
- Règlement de cas de violation des droits de l'homme en tant que membre de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples
- Conduite de l'équipe chargée de défendre les victimes (au nom de la Commission) devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples dans l'affaire emblématique du peuple autochtone ogiek au Kenya

Formations professionnelles sur le droit international des droits de l'homme et le droit pénal international :

- Institut international des droits de l'homme
- Programme de formation pour la région des Grands Lacs en droit international humanitaire et droit international des droits de l'homme

- Association du barreau de la Gambie /Institut pour les droits de l'homme et le développement en Afrique

Président du jury pour les demi-finales et finales de nombreux concours de plaidoirie en Afrique :

- Regional Moot Court en droit international humanitaire et droit international des droits de l'homme, Initiatives pour la paix et les droits de l'homme (IPeace), Kigali (Rwanda), depuis 2014
- Africa Gender Equality Moot Court Competition, Equality Now, Nairobi (Kenya), depuis 2021

Cours de droit international des droits de l'homme et de droit pénal international à l'Université d'Ottawa et à l'Université Espoir d'Afrique, et direction de thèses et de mémoires universitaires d'étudiants du monde entier en droit international des droits de l'homme, droit international humanitaire et droit pénal international

Quelques publications dans ce domaine

Ouvrages (auteur/coauteur) :

- Manirakiza, Pacifique, La répression des crimes internationaux devant les tribunaux internes
- Manirakiza, Pacifique, Andrew Chigovera & Jill Heine, Pre-Trial Rights in Africa : A Guide to International Human Rights Standards, Genève, Commission internationale de juristes, 2016

Articles et ouvrages cités :

- Manirakiza, Pacifique, « The Burundian Independent National Human Rights Commission » in Charles M. Fombad, ed., Compendium of Documents on National Human Rights Institutions in Eastern and Southern Africa, Pretoria University Law Press, 2019
- Manirakiza, Pacifique, « Complementarity between the International Criminal Law Section and Human Rights Mechanisms in Africa », in Charles C. Jalloh, Kamari M. Clarke, Vincent O. Nmehielle (eds.), The African Court of Justice and Human and Peoples' Rights in Context − Development and Challenges, Cambridge University Press, 2019
- Manirakiza, Pacifique, « Asserting the Principle of Free, Prior and Informed Consent (FPIC) in Sub-Saharan Africa in the Extractive Industry Sector », in Isabel Feichtner and Markus Krajewski (eds.), Human Rights in the Extractive Industries: Transparency, Participation, Resistance, Springer, 2019
- Manirakiza, Pacifique, « Typology and Appraisal of the African Human Rights System », in DiGiacomo, Gordon and Kang, Susan (eds.), Readings in Human Rights Institutions, University of Toronto Press, 2018
- Manirakiza, Pacifique, « Vers un renforcement du système juridictionnel de protection des droits de l'homme en Afrique », *Les défis de l'interprétation et de l'application des droits de l'homme : de l'ouverture au dialogue*, sous la direction de Laurence Burgorgue-Larsen, Ed. Pédone, 2017
- Manirakiza, Pacifique, « A TWAIL Perspective on the African Union's Project to Withdraw From the International Criminal Court », Annuaire Africain de droit international, Volume 23, 2020
- Manirakiza, Pacifique, « Towards a Right to Resist Gross Undemocratic Practices in Africa », (2019) 63-1 Journal of African Law, pp. 81-105
- Manirakiza, Pacifique, « Insecurity implications of unconstitutional changes of government in Africa : from military to constitutional coups », Journal of Military and Strategic Studies, Vol 17, No 2 (2016)

- Manirakiza, Pacifique, « The Extractive Industry Sector and Human Rights Law in Africa » ; Mineral Law Series, Volume 2016, Number 2, pp. 3/1-3/15
- Manirakiza, Pacifique, La protection des droits humains à l'ère de l'industrie extractive en Afrique, 49 (2) *Criminologie*, 2015.

Jean-Paul Nguimout (Cameroun)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 12 juin 1958, Edéa (Cameroun)

Langues de travail : français et anglais

Situation/fonction actuelle

Depuis 2020, vice-président de la Cour d'appel du Littoral (Douala, Cameroun)

Principales activités professionnelles

1990-1998 : procureur de la République près le Tribunal de première instance de Bafia

2005-2010 : procureur de la République près le Tribunal de première instance de Foumban

2010-2017 : juge au Tribunal administratif de Yaoundé

2017-2020 : président du Tribunal de grande instance du Mfoundi, Yaoundé

Études

1978-1982 : maîtrise en droit (droit privé − parcours judiciaire)

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Président de la Commission départementale de supervision des élections présidentielles et législatives (2018 et 2020) dans le Mfoundi, Yaoundé

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Rapport de stage collectif, École nationale d'administration, Paris (France)

Akmal Kholmatovich Saidov (Ouzbékistan)

Date et lieu de naissance : 11 octobre 1958, Tachkent (Ouzbékistan)

Langues de travail : Excellente maîtrise de l'ouzbek, du russe, de l'anglais et du français

Situation/fonction actuelle

Premier vice-président de la Chambre législative du Parlement de la République d'Ouzbékistan, directeur du Centre national de la République d'Ouzbékistan pour les droits de l'homme

Principales activités professionnelles

Chercheur principal et chef de département à l'Institut de philosophie et de droit de l'Académie des sciences d'Ouzbékistan (1985-1989), président du Comité de l'Organisation de la jeunesse d'Ouzbékistan (1989-1991), directeur de l'Institut de philosophie et de droit de l'Académie des sciences d'Ouzbékistan (1991-1992), fondateur et directeur de l'Institut de recherches stratégiques et interrégionales sous la tutelle du Président de la République d'Ouzbékistan (1992-1993), recteur de l'Institut public de droit de Tachkent (1993-1994), ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Ouzbékistan en France et représentant permanent de l'Ouzbékistan auprès de l'UNESCO (1994-1996), directeur du Centre national de la République d'Ouzbékistan pour les droits de l'homme (depuis 1996), directeur du Centre de recherche sur l'opinion publique *Ijtimoiy Fikr* (1997-1998), fondateur et titulaire de la Chaire UNESCO sur les droits de l'homme, la paix, la démocratie, la tolérance et la compréhension internationale à l'Université d'économie mondiale et de diplomatie de Tachkent (1999-2010), membre de plein droit de l'Académie des sciences d'Ouzbékistan (depuis 2017), président du Conseil consultatif pour le développement de la société civile sous la tutelle du Président de la République d'Ouzbékistan (2018-2020), membre de la Commission permanente indépendante des droits de l'homme de l'Organisation de la coopération islamique (2018-2021), et notamment président de la Commission (2019-2020) et vice-président de la Commission (2020-2021), président des groupes d'amitié parlementaires Ouzbékistan-Belgique, Ouzbékistan-France, Ouzbékistan-Japon, Ouzbékistan-Turquie et Ouzbékistan-Kazakhstan (depuis 2020).

Études

Diplômé de l'Institut public de droit de Tachkent (1981), thèse de troisième cycle en droit comparé (1984), thèse de doctorat en droit comparé (1990)

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Vice-président du Comité exécutif de l'Union interparlementaire. Reconnu comme un éminent juriste et un haut fonctionnaire en Ouzbékistan, doté d'une grande expertise en droit international des droits de l'homme, droit constitutionnel et parlementaire, droit international et droit comparé. Réputé pour ses contributions à la littérature dans ces domaines, étant l'auteur de plusieurs ouvrages remarquables. Membre de plein droit de l'Académie des sciences d'Ouzbékistan et membre correspondant de l'Académie internationale de droit comparé. Ses contributions lui ont valu le rang diplomatique d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, avec le statut de ministre. Dirige jusqu'à ce jour la délégation ouzbèke pour la présentation des rapports devant être présentés au titre de la Charte de l'ONU et soumis aux organes conventionnels.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Plus de 300 publications et ouvrages dans des domaines comme le droit international des droits de l'homme, le droit parlementaire et le droit comparé. Présentations dans le cadre de plus d'une centaine de conférences internationales, notamment pour les sessions du Conseil des droits de l'homme et des organes conventionnels des Nations Unies et les réunions du HCDH, de l'OSCE et de la Commission permanente indépendante des droits de l'homme de l'OCI. Rédacteur en chef des revues *Public Opinion. Human Rights* et *Democratization and Human Rights*, toutes deux publiées à Tachkent (Ouzbékistan).

Membre du comité de rédaction international de revues au Royaume-Uni, en Pologne, en Russie, en Ukraine et au Kazakhstan.

Ivan Šimonović (Croatie)

Date et lieu de naissance : 2 mai 1959, Zagreb (Croatie)

Langues de travail : croate, anglais, allemand, italien

Situation/fonction actuelle

Représentant permanent de la Croatie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York/professeur à la faculté de droit de Zagreb (reprise de ses fonctions universitaires en 2024)

Président de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies (2023-2024)

Vice-président du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) (2023-2024)

Membre de la Commission internationale contre la peine de mort

Directeur général du Centre interuniversitaire de Dubrovnik et codirecteur du cours sur la prévention des atrocités criminelles et les droits de l'homme

Principales activités professionnelles

Professeur de théorie du droit, de droits de l'homme et de relations internationales à la faculté de droit de l'Université de Zagreb, auteur de plus d'une centaine d'ouvrages et articles (depuis 1986)

Professeur invité : Brisbane, Leeds et Penn (2016-2020)

Conseiller spécial auprès du Secrétaire général de l'ONU pour la responsabilité de protéger (2016-2018)

Chercheur invité principal, Université Columbia, New York (2016-2018)

Secrétaire général adjoint de l'ONU pour les droits de l'homme, chef du bureau de New York (2010-2016)

Ministre de la Justice de la République de Croatie (2008-2010)

Agent de la Croatie devant la Cour internationale de Justice (2000-2010)

Vice-recteur de l'Université de Zagreb (2007-2008), vice-doyen de la faculté de droit (2005-2006)

Vice-ministre des Affaires étrangères de la Croatie (2003-2004 et 2005-2006)

Représentant permanent de la Croatie (1996-2002) et Président de l'ECOSOC (2002-2003)

Études

1994 − Bourse de recherche, faculté de droit de l'Université de Graz (Autriche)

1993 − Bourse postdoctorale Fulbright, Yale Law School, New Haven (États-Unis d'Amérique)

1990 − Doctorat, faculté de droit de l'Université de Zagreb (Croatie)

1984 − Maîtrise en administration publique, Zagreb (Croatie)

1982 − Licence en droit, faculté de droit de l'Université de Zagreb (Croatie)

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Conseil consultatif, Institut d'Auschwitz (depuis 2022)

Coprésident du Groupe des amis sur la Responsabilité de protéger (R2P) à l'ONU, New York (depuis 2021)

Cocoordonateur de l'ensemble des activités décidées par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (2021-2022)

Conseil consultatif du Centre mondial pour la responsabilité de protéger (depuis 2019)

Principal organisateur des activités des Nations Unies pour l'abandon de la peine de mort (2013-2016)

Commission pour la démocratie par le droit du Conseil de l'Europe (2009)

Commission européenne du Conseil de l'Europe contre la discrimination raciale et l'intolérance (2008)

Chef de délégation, première session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (1993)

Vice-président (Croatie) de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (1993)

Représentant plénipotentiaire de la Croatie sur les questions humanitaires pendant le conflit (1992-1995)

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Do we need the UN? (Avons-nous besoin de l'ONU ?), Zbornik PFZ, 73, (2-3) 561-591 (2023)

Towards Evidence Based Atrocity Prevention (Vers une prévention des atrocités fondée sur des preuves) (avec Bellamy, A. J), *Journal of International Peacekeeping*, 24, (3-4), 285-566 (2021)

Why does fight against the death penalty matter? (Pourquoi la lutte contre la peine de mort importe-t-elle?), Zbornik PFZ, 70, (2-3) (2020)

Atrocity Crimes and Preventive Diplomacy (Atrocités criminelles et diplomatie préventive), Centre mondial pour la responsabilité de protéger (R2P) (2020)

Das OHCHR als Prometheus? (Le HCDH : un Prométhée ?), German Review on the United Nations, Vol. 66, No. 6 (2018)

Changrok Soh (République de Corée)

Date et lieu de naissance : 26 mai 1961, Séoul (République de Corée)

Langues de travail : anglais

Situation/fonction actuelle

Vice-président et membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU

Professeur, Université de Corée, École supérieure d'études internationales

Directeur du Centre international des droits de l'homme de l'Université de Corée

Président de l'ONG Human Asia

Membre du conseil d'administration du Groupe de travail sur la justice transitionnelle

Principales activités professionnelles

Membre du Comité consultatif stratégique sur les droits de l'homme du Ministère de la justice de la République de Corée, depuis 2023

Membre du Comité consultatif stratégique du Ministère de la défense nationale de la République de Corée, depuis 2023

Membre du Comité consultatif stratégique du Ministère des affaires étrangères de la République de Corée, depuis 2022

Membre du Comité consultatif de l'Agence coréenne pour la coopération internationale, depuis 2021

Membre du Comité international des droits de l'homme de la Commission nationale des droits de l'homme de la République de Corée, depuis 2021

Membre du Comité consultatif stratégique du Ministère de l'unification, depuis 2012

Études

Doctorat en relations internationales, École Fletcher de droit et de diplomatie, Université Tufts, 1992

Maîtrise en droit et diplomatie en relations internationales, École Fletcher de droit et de diplomatie, Université Tufts, 1987

Licence en sciences politiques, Département des relations internationales de l'Université nationale de Séoul (République de Corée), 1984

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Promotion des droits de l'homme à l'ère du numérique :

- Organisation de plusieurs séminaires internationaux et contribution à l'action menée par le Comité face aux nouvelles menaces que fait peser la technologie sur le droit au respect de la vie privée
- Examen de ces questions dans le cadre des évaluations nationales et intégration à la liste des points à considérer lors des prochaines évaluations

Protection des plus vulnérables :

- Protection active des droits humains des travailleurs migrants et des réfugiés, en sa qualité de fondateur et représentant de l'ONG Human Asia

Contributions nationales et régionales :

- Conduite de nombreux projets de développement local dans le domaine du développement fondé sur les droits de l'homme et l'aide d'urgence

- Mise en place de programmes d'enseignement et de formation à l'intention des futurs leaders du mouvement de défense des droits de l'homme en Asie
- Analyse de l'évolution des préoccupations en matière de droits de l'homme dans le cadre des mécanismes internationaux de protection des Nations Unies, à l'avant-garde du mouvement académique régional.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Organisations internationales : politique de gouvernance mondiale, 3e édition (Dasan Publishing co., 2023) (en coréen)

« Une étude du 'droit à un vêtement' du point de vue des droits de l'homme », Journal of Human Rights Studies, vol. 6 (2023) (en coréen)

« L'avenir de la diplomatie sud-coréeenne en matière de droits de l'homme », Foreign Relations, vol. 145 (2023) (en coréen)

Aller de l'avant, lentement mais sûrement − Nouveaux récits d'un membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU sur les droits humains (Bookstone, 2022) (en coréen)

« New Frontiers of Profit and Risk : The Fourth Industrial Revolution's Impact on Business and Human Rights », New Political Economy, vol. 25 (2020)

Biljana Tanurovska-Kjulavkovski (Macédoine du Nord)

Date et lieu de naissance : 14 septembre 1972, Skopje (Macédoine du Nord)

Langues de travail : anglais, serbe, bosniaque et croate (courants) ; français, bulgare et slovène (notions de base) ; macédonien (langue maternelle)

Situation/fonction actuelle

Chercheuse indépendante, commissaire d'expositions et travailleuse de la culture œuvrant dans le secteur culturel et artistique civil indépendant, appliquant une approche intersectionnelle incluant les thèmes des droits des travailleurs culturels, des approches curatoriales et institutionnelles queer et féministes, écocritiques et écoféministes, des modèles institutionnels et de gouvernance démocratiques/inclusifs dans la culture et les arts, défendant l'équité, des plateformes de collaboration durables et l'instauration d'un revenu de base universel pour les artistes dans les Balkans.

Depuis 2003 : fondatrice et directrice de programmation de l'ONG Lokomotiva − Centre pour des initiatives nouvelles dans l'art et la culture (dirige des programmes et des projets liés à des pratiques et performances (curatoriales) féministes et environnementales, aux conditions de travail, aux politiques culturelles, aux droits culturels et aux droits des travailleurs).

Depuis 2013 : initiatrice/co-mentor du programme Critical Practice_Made in Yu pour une réflexion et une écriture critique sur les arts contemporains.

2022/23 : mentor pour le diplôme européen en gestion de projets, initiatrice/mentor de Curatorial Practice in Context.

Principales activités professionnelles

Responsable de programmation/chercheuse/commissaire d'expositions/militante : projet Mouvements non alignés (recherche, création de conditions de travail et diffusion d'œuvres d'art dans la région des Balkans) ; RE-IMAGINE (projet collaboratif sur la transition verte dans les Balkans) ; First Gender Summit à Skopje − The New Ge(n)deration, organisé et soutenu par la fondation Heinrich-Böll-Sarajevo et des organisations locales ; recherches et commissaire de l'exposition « Ecstatic Bodies: Archive of Performative Queer Bodies in Macedonia » ; projet Art Climate Transition (projet de coopération européen sur l'écologie, le changement climatique et la transition sociale) ; « Political Performance as Extended Field in N. Macedonia in 90s ».

Experte en politique culturelle pour, entre autres : la Stratégie nationale culturelle de la Macédoine du Nord pour 2023-2027 ; la Stratégie culturelle de la ville de Skopje 2023-2030 (dans le cadre du dispositif « Capitale européenne de la culture ») ; l'élaboration d'une nouvelle loi sur la culture en Macédoine du Nord (conditions de travail et droits culturels des travailleurs indépendants) ; le projet Décentralisation et démocratisation de la culture (stratégie culturelle de la région de Pélagonie (dans le cadre du projet de collaboration décentralisée entre la région Basse-Normandie (France) et la Macédoine du Nord).

Études

2018 − doctorat en science, arts dramatiques, politique culturelle et management culturel, faculté d'arts dramatiques de Belgrade (Serbie), (lauréate du prix de recherche ENCATC)

2007 − maîtrise en science (Chaire UNESCO Interculturalité, médiation dans les Balkans, politique culturelle et management culturel), Université des arts de Belgrade

1998 − licence en histoire de l'art et archéologie, Université Saints-Cyrille-et-Méthode de Skopje

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

J'ai été très impliquée tout au long de ma vie professionnelle dans le secteur civil, consacrant mon expertise et mon temps à l'amélioration des conditions de travail dans le domaine de la

culture, en particulier dans les régions sous-développées, marginalisées et socialement défavorisées des Balkans. Je me suis en particulier employée à créer des conditions propices à la pratique de la culture et à défendre le droit d'accès à l'éducation et à la culture pour tous.

Attachés aux processus collaboratifs, nous avons mis sur pied, avec mes collègues du secteur civil, plusieurs organisations, plateformes, associations et initiatives qui jouent un rôle essentiel dans le développement des pratiques artistiques et culturelles favorisant la participation de divers groupes et communautés culturels et professionnels de la culture. Nous avons créé des plateformes et des associations régionales et locales qui défendent le développement du secteur, notamment les institutions, les conditions et travail et les droits des travailleurs, sachant que, dans le secteur civil, la culture et les arts sont souvent extrêmement précaires.

J'ai en outre siégé dans plusieurs conseils d'administration, notamment pour le projet Capitale européenne de la culture Skopje 2028, la plateforme Diplomatie culturelle à Bruxelles et l'initiative « Relations culturelles entre l'Union européenne et les Balkans occidentaux ». J'ai ainsi pu favoriser la participation de divers groupes culturels et contribué à promouvoir la coopération et la compréhension culturelles.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Ouvrage : Modelling Cultural and Art Institutions, Publisher ENCATC book series − P.I.E. PETER LANG SA, Éditions Scientifiques Internationales, Bruxelles Bern Berlin New York Oxford, 2021// (autrice)

Articles, publications et livres :

- « From praxis to policies : Environmental shift in arts and culture », Lokomotiva (Art Climate Transtion), 2003 (rédactrice en chef et autrice)
- Ecstatic Bodies : Archive of performative queer bodies in Macedonia, 2022/research (avec Slavco Dimitrov)
- « Curatorial Institutions as Critical Institutions in Contemporary Performing Arts », in *Performing Arts between Politics and Policies: Implications and Challenges*, publié par Ana Letunic et Jovana Karaulic, faculté d'arts dramatiques de Belgrade et Académie des arts dramatiques de Zagreb, 52-63 pp., 2021 (autrice)
- « Cultural Spaces for Active Citizens, A Short Read on a Few Public Spaces in Macedonia's Culture », Lokomotiva, 2018 (coéditrice et autrice)
- « Modeling public space(s) in culture – Rethinking Institutional Practices in Culture and Historical (Dis)continuities », publication, Lokomotiva, Skopje, 2018 (coéditrice et autrice)

Kobauyah Tchamdja Kpatcha (Togo)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 4 juin 1967, Kara (Togo)

Situation/fonction actuelle

Magistrate de premier grade, premier groupe, premier échelon, depuis bientôt vingt-huit ans (à la date du 18 mars 2024). Depuis le 21 septembre 2012, Directrice du sceau, de la nationalité et de l'identité civile au Ministère de la justice du Togo

Principales activités professionnelles

Le certificat de nationalité rattache un individu à un État. La structure que je dirige délivre le certificat de nationalité togolaise aux personnes répondant aux critères d'attribution ou d'acquisition fixés par la Constitution togolaise et le Code de la nationalité togolaise. Une plateforme numérique de demande de duplicata du certificat de la nationalité togolaise et du suivi du traitement en ligne du certificat mère a été lancée en janvier 2023. J'organise régulièrement des audiences foraines de collecte des demandes. Je suis point focal Apatridie et j'ai présidé la Commission nationale de lutte contre l'apatridie de 2018 à 2022. À ce titre, j'ai eu à mener beaucoup d'activités de sensibilisation et de formation sur l'apatridie. J'ai également participé aux ateliers organisés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et aux huitièmes sessions ordinaire et extraordinaire et neuvième session de la Commission technique spécialisée justice et affaires juridique de l'Union africaine tenues en décembre 2022 et 2023 à Addis-Abeba (Éthiopie).

Études

Diplôme de troisième cycle de l'École nationale d'administration, option magistrature (1995) ; maîtrise en droit (1992) ; licence en droit (1991) ; formation des formateurs sur les droits de l'enfant ; formation sur le droit de la famille, l'identification biométrique, l'apatridie, l'arbitrage, la propriété intellectuelle et le droit de la concurrence à l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA).

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU (2021-2024), vice-présidente du Comité, membre du groupe régional pour l'Afrique, point focal du Comité auprès du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, rapporteuse spéciale sur les nouvelles communications et les mesures provisoires ; consultante ayant soutenu, à Tunis en 2015, les travaux d'élaboration du projet de protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur les aspect spécifiques du droit à la nationalité et l'élimination de l'apatridie en Afrique, adopté à la réunion des ministres à Addis-Abeba en décembre 2023 ; membre de divers comités de rédaction ou de révision concernant le décret relatif à l'adoption d'enfants au Togo (2012-2013), le Code des personnes et de la famille (2001-2012), le Code de l'enfant (2007), la loi portant protection des personnes vivant avec le VIH/sida (2005) et le Code de la nationalité (en cours) ; juge aux affaires familiales au Tribunal de Lomé (2001-2012) ; formatrice des auditeurs de justice au Centre de formation des professions de justice en matière de droit de la famille.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

L'impact des audiences foraines dans le système d'état civil au Togo (Ministère de l'administration territoriale, 2021) ; Conséquences de l'irrégularité des actes d'état civil sur la jouissance des droits de l'homme (PNUD, Commission nationale des droits de l'homme, 2021) ; Messages clés du Code des personnes et de la famille (Ministère de l'action sociale, 2019) ; Garantir l'égalité des droits en matière de nationalité pour les femmes au Togo (2017).

,

Imerut Tamerat Yigezu (Éthiopie)

Date et lieu de naissance : 15 novembre 1958, Addis-Abeba (Éthiopie)

Langue de travail : anglais

Situation/fonction actuelle

Membre du Comité des droits de l'homme (depuis 2021)

Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales (depuis 2023)

Consultant dans les domaines suivants : droit international ; droits de l'homme ; démocratie et gouvernance ; droits de l'enfant ; environnement et changements climatiques ; droit relatifs à l'eau et gouvernance de l'eau ; aptitude à la négociation.

Principales activités professionnelles

Membre du Comité des droits de l'homme (2021-2024)

Rapporteur spécial du Comité des droits de l'homme chargé du suivi des observations finales (depuis 2023)

Membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (2012-2018), membre du Groupe de travail des communications du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (2014-2018) ; président/rapporteur du Groupe de travail des communications (2015-2018)

Membre du conseil d'administration international de Plan International (organisation de développement et d'aide humanitaire pour la promotion des droits de l'enfant et de l'égalité pour les filles (2016-2018)

Professeur associé à temps partiel (droit international, droit des droits de l'homme, droit international de l'environnement et ressources naturelles), faculté de droit de l'Université d'Addis-Abeba (2006-2017)

Études

Maîtrise en droit international (avec mention), École d'études orientales et africaines, Université de Londres (1991/92)

Licence en droit (médaille du Chancelier), faculté de droit de l'Université d'Addis-Abeba (1987)

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales (depuis 2023)

A participé à titre individuel à l'examen ciblé des organes conventionnels des Nations Unies, Freetown (Sierra Leone), 7-11 décembre 2021

En tant que rapporteur du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme pour deux domaines thématiques, a aidé à faire mieux comprendre la nature et la teneur des obligations faites aux États concernant les violations des droits civils et politiques et a contribué de manière déterminante à faire adopter par le Conseil de nouvelles mesures.

En tant que membre et président/rapporteur du Groupe de travail des communications du Conseil des droits de l'homme, s'est occupé de trier des centaines de requêtes pour violation flagrante présumée des droits civils et politiques et de statuer sur leur recevabilité.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

En tant que membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, a publié deux rapports, à savoir :

Étude sur l'application des principes et directives en vue de l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille (A/HRC/35/38), HCDH, 4 mai 2017

Rapport intérimaire comportant des recommandations relatives aux mécanismes visant à évaluer les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme (A/HRC/28/74), 10 février 2015.